



AFRIQUE/RD CONGO - Rebelles et officiers de l'armée régulière unis dans le commerce illicite des minéraux congolais

Kinshasa (Agence Fides) – « Le commerce très rentable de l'étain, du tantale, du tungstène et de l'or dans l'est de la République démocratique du Congo est contrôlé depuis près de 15 ans par des groupes armés violents et par des factions de l'armée gouvernementale », dénonce l'ONG Global Witness, dans le cadre de la présentation de son dernier rapport dédié à la manière dont les commerces illicites de minerais congolais financent l'instabilité dans l'est de la RDC.

« Ces groupes utilisent les profits générés par le commerce des minerais pour financer leur lutte – affirme l'ONG. La population locale du Nord et du Sud-Kivu est la première à faire les frais d'un long conflit marqué par les meurtres, les pillages, les viols massifs et les déplacements de population ».

Le rapport est le fruit de recherches conduites dans les provinces congolaises du Nord et du Sud-Kivu, au Burundi et au Rwanda en mars et avril 2013.

Le document indique par exemple que « des tonnes d'or produites dans l'Est du Congo profitent aux rebelles et à des officiers hauts gradés des armées gouvernementales congolaise et burundaise. L'or est blanchi en passant par le secteur aurifère national burundais pour être ensuite exporté vers Dubaï. Ni les acheteurs locaux de la région des Grands Lacs ni les négociants internationaux n'effectuent de contrôle suffisant sur l'or qu'ils achètent pour s'assurer qu'il n'a pas financé de conflit ou de violations des droits de l'homme dans l'est de la RDC ».

Au travers de parcours semblables, sont également mises sur le marché international des quantités importantes d'étain, de tantale et de tungstène, extraites illégalement et exportés depuis l'est de la RDC.

Pour faire cesser ces commerces qui financent la guerre congolaise, Global Witness affirme qu'il est nécessaire de continuer avec décision sur la voie entreprise par les Etats-Unis au travers de la loi Dodd Frank, qui punit les entreprises qui acquièrent des minéraux de guerre. L'Union européenne et la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs débattent elles aussi actuellement de l'adoption de mesures permettant de réglementer le commerce des minerais provenant de RDC. (L.M.) (Agence Fides 12/06/2013)